



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
26 janvier 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Une mondialisation centrée sur le développement:

Vers une croissance et un développement équitables et durables

Des modes de développement équitables et soucieux de parité

Note du secrétariat de la CNUCED

Introduction

1. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, les décideurs sont de plus en plus conscients que la persistance de fortes inégalités non seulement constitue un enjeu moral, mais peut aussi être une source d'instabilité économique et un frein à la croissance. C'est assurément le cas des inégalités entre hommes et femmes. Dans les pays développés et les pays en développement, les écarts de salaire entre hommes et femmes à qualifications égales restent importants. D'après des données de l'Organisation internationale du Travail (OIT), la moitié environ de la population féminine âgée de plus de 15 ans n'a pas d'activité économique, contre 22,3 % pour les hommes¹. Dans le secteur agricole, les femmes n'exploitent généralement que de petites superficies et sont le plus souvent confrontées à des imperfections du marché qui limitent leur accès aux intrants, aux biens et aux services et réduisent leur productivité. Dans les cas des femmes entrepreneurs, comparées à leurs homologues masculins, elles dirigent en moyenne des entreprises plus petites, souvent dans des secteurs à moindre rentabilité. Si l'expansion du commerce international a créé de nombreux nouveaux emplois, les femmes ont tendance à être majoritaires dans les emplois temporaires, précaires, avec peu d'avantages sociaux et peu de possibilités de promotion. Des quelque 800 millions d'adultes analphabètes dans le monde, les deux tiers sont des femmes². En moyenne, les femmes occupent moins de 20 % des sièges dans les parlements³. Dans presque tous les pays, des différences considérables demeurent entre les hommes et les femmes pour ce qui est des tâches domestiques et des responsabilités familiales.

¹ OIT (2011). *Women in Labour Markets: Measuring Progress and Identifying Challenges*.

² En 2008. Institut de statistique de l'UNESCO (2010). *L'alphabétisme des adultes et des jeunes: tendances globales sur la parité entre les sexes*. Fiche d'info ISU n° 3.

³ Union interparlementaire (2011). *Women in National Parliaments*. Novembre.

2. De toute évidence, les hommes et les femmes ne bénéficient pas des mêmes possibilités et n'ont pas les mêmes chances de profiter du développement de leur pays et d'y contribuer. L'intégration dans la politique économique d'une perspective de parité entre hommes et femmes n'a, à ce jour, progressé que trop lentement.

3. L'aspiration légitime des femmes à jouer un plus grand rôle dans le développement économique de leur pays est souvent liée à la reconnaissance de leurs droits civils et politiques. Le «printemps arabe» a montré la contribution fondamentale que les femmes pouvaient apporter au changement social. L'enjeu est désormais pour elles de devenir des décideurs au sein des nouveaux régimes et de voir leurs besoins et leurs aspirations pris en compte dans la conception de stratégies de développement plus équitables.

I. Concevoir des modes de développement équitables et soucieux de parité

4. Développement économique et autonomisation des femmes sont étroitement liés. Le développement est en lui-même un facteur d'égalité entre les sexes et contribue à l'autonomisation des femmes dans la mesure où le changement structurel, le progrès technologique et la volonté de promouvoir l'éducation ouvrent de nouvelles perspectives à un nombre croissant d'individus. Toutefois, ce processus n'est ni automatique, ni linéaire. Des mesures doivent être prises pour assurer l'égalité entre hommes et femmes et l'émancipation des femmes⁴.

5. Le Consensus de Washington supposait que le libre commerce – associé à la libéralisation des investissements, à la dérégulation du secteur privé et des systèmes financiers et à la privatisation des entreprises publiques – conduirait à une croissance économique soutenue et au développement des capacités productives. Des niveaux plus élevés de croissance et de productivité entraîneraient une expansion de l'emploi et assureraient des moyens de subsistance à tous, hommes et femmes, avec les mêmes chances de profiter des politiques macroéconomiques⁵.

6. L'incapacité des programmes d'ajustement structurel de réduire les inégalités a conduit, dans les années 1990, à recentrer l'action publique sur l'atténuation de la pauvreté. Avec l'adoption de la Déclaration du Millénaire en 2000, les débats sur le développement international se sont enrichis de l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement. Concernant le commerce, le Cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha, lancé en 2001, a mis fortement l'accent sur le développement, ce qui a contribué à remettre en cause l'idée que la libéralisation du commerce favorisait automatiquement la croissance économique et le développement pour tous.

7. L'ampleur de la récente crise économique et financière et ses liens étroits avec la hausse et l'instabilité des prix des denrées alimentaires et des produits énergétiques n'ont pas manqué de soulever un certain nombre de questions concernant le bien-fondé global du mode de développement suivi au cours des trois dernières décennies. Il en est ressorti la nécessité d'intégrer explicitement la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'égalité entre hommes et femmes dans les stratégies de croissance pour parvenir à une «mondialisation centrée sur le développement» qui soit à la fois équitable et durable.

8. Il est évident que les politiques économiques n'influent pas de la même façon sur les différentes catégories de la population, y compris les hommes et les femmes; l'idée selon

⁴ Duflo E. (2005). *Gender Equality in Development*. BREAD Policy Paper No. 011.

⁵ WomenWatch (2011). *Gender Equality and Trade Policy*. Resource Paper.

laquelle ces politiques n'ont pas d'effets discriminatoires sur les hommes et les femmes est de plus en plus contestée. La politique économique ne pourra contribuer fondamentalement à réduire les écarts entre les hommes et les femmes que si les décideurs prennent résolument en compte ces différences horizontales.

9. Les questions de parité apportent un éclairage nouveau à l'analyse de la politique de développement. Premièrement, les liens entre parité et économie incitent à mettre davantage l'accent sur les effets redistributifs au sein de la société que sur une prise en compte globale des revenus et de la richesse. Deuxièmement, les considérations de parité contribuent à élargir le débat sur une intégration équitable en rattachant la dynamique macroéconomique à un plus large éventail d'inégalités – inégalités verticales de revenu et de richesse, différences horizontales s'appuyant sur l'appartenance à un groupe ethnique, à une caste ou encore à telle ou telle région. Enfin, en interrogeant les normes sociales et les relations de pouvoir, la prise en compte des questions de parité intègre des facteurs sociaux et culturels dans l'analyse économique. En résumé, elle contribue à une compréhension plus profonde et plus riche des politiques et des mécanismes macroéconomiques. Elle se prête à une réévaluation de la politique macroéconomique qui en magnifie la valeur sociale et la capacité d'intégration.

10. *Questions:* Y a-t-il une différence entre la valeur économique produite par des hommes et celle produite par des femmes? Les politiques en faveur des femmes sont-elles justifiées d'un point de vue économique et par rapport à leur coût pour la société? Quelles sont les ramifications sociales (taux de fécondité, structures familiales, etc.) de l'émancipation économique des femmes? Les «femmes privilégiant leur carrière» sont-elles de véritables modèles pour les autres femmes?

II. Commerce, pauvreté et parité

11. Les liens entre parité et commerce sont multiformes et ambigus. Premièrement, *les considérations de parité influent sur le commerce* en ce sens que les inégalités entre hommes et femmes peuvent avoir un impact déterminant sur les résultats de la politique commerciale et le commerce. Par exemple, certaines stratégies d'exportation ont pu être fondées sur le faible coût de la main-d'œuvre féminine. Pendant les années 1970, surtout, les faibles salaires versés aux femmes dans certains pays asiatiques ont fondamentalement contribué à maintenir à un bas niveau les coûts de production dans des industries d'exportation d'articles manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre. Un autre exemple de la façon dont les inégalités entre hommes et femmes influent sur le commerce concernent l'agriculture. Les agricultrices, parce qu'elles sont des femmes, ont souvent plus de mal à s'adapter à un niveau plus élevé de concurrence car elles bénéficient de moins de services et de soutien que les hommes; cela se traduit par de plus faibles niveaux de production agricole, avec des incidences négatives sur la sécurité alimentaire et sur la compétitivité des femmes.

12. Deuxièmement, tout comme les considérations de parité influent sur le commerce, *le commerce influe sur les considérations de parité* en ce sens que les hommes et les femmes ne sont pas touchés de la même façon par les politiques commerciales appliquées et par le fonctionnement du commerce. Les politiques commerciales peuvent atténuer ou au contraire amplifier des inégalités existantes. Par exemple, une amélioration du commerce des services peut être profitable aux femmes qui fournissent des services à l'étranger, par exemple en tant que personnel de santé. L'argent qu'elles gagnent et envoient dans leur pays contribue au bien-être des ménages, mais c'est aussi un vecteur de transformation des relations entre hommes et femmes – par la reconnaissance sociale des femmes qui travaillent temporairement à l'étranger, et par l'amélioration du statut, au sein des ménages et des communautés, des femmes qui reçoivent cet argent de l'étranger. Dans cet exemple,

le commerce des services atténue les inégalités. Mais ce même commerce des services peut tout aussi bien amplifier des inégalités, par exemple lorsque l'ouverture de services essentiels – notamment, éducation, santé, assainissement – à la concurrence étrangère rend l'accès des femmes à ces services plus onéreux et plus difficile.

13. *Questions*: Qui a bénéficié des politiques de libéralisation du commerce et, en particulier, cela a-t-il été au bénéfice ou au détriment des femmes? Quels sont les liens entre inégalités entre hommes et femmes, obstacles à la production ou à l'offre et compétitivité des exportations? Quel a été l'effet revenu de la libéralisation des droits de douane et son impact spécifique sur les femmes? Plusieurs pays ont pu se doter de capacités de production et d'exportation grâce au travail faiblement rémunéré des femmes; peut-on parler d'un «choix économique judicieux»?

III. Agriculture, propriété intellectuelle, sécurité alimentaire et parité

14. Le secteur agricole reste un secteur essentiel pour le développement de nombreux pays en développement, indispensable pour créer des relations vertueuses entre croissance économique, atténuation de la pauvreté et diminution de la faim. En 2006, l'agriculture représentait en moyenne 28 % du produit intérieur brut (PIB) dans les pays les moins avancés (PMA), contre 13 % environ dans les autres pays en développement; elle absorbait 69 % environ de la population active dans les PMA⁶.

15. Le secteur agricole est d'une importance cruciale pour les femmes. D'après les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les femmes produisent plus de 50 % des denrées alimentaires cultivées dans le monde. Dans les pays en développement, elles représentent en moyenne 43 % de la main-d'œuvre agricole⁷. Leur participation dans ce secteur ne cesse de croître en raison de la «féminisation de l'agriculture», phénomène tenant à la fois à une émigration toujours plus forte des hommes et à la viabilité décroissante de l'agriculture paysanne en raison, notamment, de la mondialisation⁸.

16. La relative inefficacité du secteur agricole dans de nombreux pays en développement tient aussi à des contraintes liées aux inégalités entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à toutes les ressources productives – terres, intrants modernes (par exemple, semences améliorées, engrais, mesures de lutte contre les ravageurs, outils mécaniques), services de crédit et services de vulgarisation. Il en résulte que l'écart de rendement entre hommes et femmes s'établit en moyenne entre 20 et 30 %. D'après les estimations, combler cet écart permettrait d'accroître la production agricole dans les pays en développement de 2,5 à 4 %, ce qui se traduirait à terme par une diminution du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde de l'ordre de 12 à 17 %⁹.

17. Bien qu'elles ne représentent que de 20 à 30 % des travailleurs salariés agricoles dans le monde, les femmes occupent souvent une place prépondérante dans les secteurs

⁶ CNUCED (2009). *Rapport 2009 sur les pays les moins avancés: L'État et la gouvernance du développement*. Publication des Nations Unies, numéro de vente: F.09.II.D.9. New York et Genève.

⁷ FAO (2011). *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011*; et FAO, *Le changement climatique, les biocarburants et la terre* (<ftp://ftp.fao.org/nr/HLCinfo/Land-Infosheet-En.pdf>).

⁸ Deere CD (2005). *The Feminization of Agriculture? Economic Restructuring in Rural Latin America*. Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Occasional Paper I.

⁹ FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011*.

d'exportation à forte valeur, tels que l'horticulture, où les salaires sont généralement plus élevés et les conditions de travail meilleures que dans les emplois agricoles traditionnels¹⁰. Il n'en reste pas moins qu'elles ont tendance à être majoritaires dans des emplois temporaires occasionnels ou saisonniers et à être cantonnées dans certaines activités (par exemple, transformation et emballage) exigeant relativement peu de qualifications. Cette ségrégation des emplois sert souvent à légitimer le versement de salaires plus faibles.

18. Le progrès technologique dans l'agriculture est synonyme de nouvelles perspectives et de nouveaux enjeux pour les femmes. Il existe des opinions divergentes quant aux risques et aux avantages des cultures génétiquement modifiées. D'après certaines études, les femmes semblent préférer les variétés génétiquement modifiées aux variétés traditionnelles pour deux raisons principales: a) les variétés résistant aux insectes permettraient de limiter le nombre de travailleurs que les femmes auraient besoin d'embaucher pour pulvériser des pesticides; et b) ces variétés permettraient de réduire le désherbage manuel, activité pénible généralement dévolue aux femmes et aux enfants. Les hommes semblent préférer les cultures génétiquement modifiées principalement parce que les rendements sont plus élevés¹¹.

19. Comme beaucoup d'autres technologies, les agrobiotechnologies imposent certaines contraintes aux femmes. Premièrement, les semences génétiquement modifiées coûtent cher et cela peut être un obstacle. Deuxièmement, les agriculteurs n'ont juridiquement pas le droit de mettre de côté, d'échanger ou de replanter les semences génétiquement modifiées provenant de leurs propres récoltes, ce qui va à l'encontre des pratiques agricoles courantes; cela peut avoir des conséquences particulières pour les femmes dans un contexte d'agriculture de subsistance. Troisièmement, une bonne utilisation de la technologie passe par une formation appropriée et l'échange d'informations. Le «manque de temps» réduit la capacité des femmes de bénéficier d'une telle formation et d'avoir accès à l'information. Peu de femmes poursuivent des études ou acquièrent une formation en sciences et technologie, ce qui les rend moins à l'aise face au progrès technologique et peut compromettre une utilisation efficace et en toute sécurité de la technologie. Enfin, la faible représentation des femmes dans les institutions scientifiques où sont décidés les programmes de recherche peut se solder par une certaine inadéquation entre l'évolution des agrobiotechnologies et les besoins prioritaires des femmes.

20. *Questions:* Comment les établissements de crédit, les services de vulgarisation agricole et les débouchés commerciaux pourraient-ils être mieux adaptés aux besoins des agricultrices? Comment les femmes peuvent-elles accéder aux mécanismes plus stables et plus rémunérateurs d'agriculture contractuelle dans les secteurs agricoles tournés vers l'exportation, sans perdre leur avantage comparatif en matière de coût du travail? L'attribution de droits fonciers est-elle la panacée pour l'émancipation économique des femmes? Quels sont les avantages, les coûts et les risques des agrobiotechnologies pour les femmes des zones rurales? La présence de femmes dans les institutions scientifiques garantirait-elle un progrès technologique allant dans le sens des besoins des femmes? Leur présence au sein des conseils d'administration des sociétés permettrait-elle d'obtenir le même résultat?

¹⁰ FAO (2010). «Développement de la chaîne de valeur agricole: menace ou opportunité pour l'emploi des femmes?» Note d'orientation n° 4 sur genre et emploi rural.

¹¹ IFPRI (2011). Women cotton farmers. Their perceptions and experiences with transgenic varieties – A case study for Colombia, Discussion paper 01118.

IV. Égalité de chances ou égalité de résultats: Pour que le progrès de l'éducation des femmes se traduise par le plein emploi et un travail décent

21. Bien qu'au cours des deux dernières décennies, des améliorations sensibles aient été enregistrées concernant les taux de scolarisation des filles à tous les niveaux de l'enseignement, les femmes et les filles continuent d'avoir un accès plus limité que les hommes et les garçons à l'éducation, et l'écart entre les hommes et les femmes dans ce domaine reste considérable, notamment en Afrique subsaharienne, en Asie méridionale et en Asie occidentale¹².

22. Les données disponibles indiquent que les taux de scolarisation et de fréquentation scolaire des garçons et des filles seraient proportionnels aux revenus des ménages. Les filles risquent toutefois davantage que les garçons d'abandonner l'école, car les parents attachent plus de valeur aux multiples services qu'elles peuvent rendre en restant à la maison qu'à leur éducation scolaire. Et cela en dépit des études qui montrent: a) qu'une année supplémentaire d'école primaire peut se traduire par des salaires futurs supérieurs d'environ 10 à 20 %; b) que les femmes ayant été scolarisées sont davantage susceptibles d'avoir moins d'enfants, des enfants en meilleure santé et mieux éduqués; et c) que la croissance économique d'un pays dépend notamment de la capacité d'exploiter toutes les compétences et tous les talents¹³. Quelques pays ont pris des mesures concrètes pour accroître les taux de scolarisation des enfants, en particulier des filles (par exemple, programme «Bolsa familia» au Brésil, et «The Bike scheme» en Inde).

23. Une ségrégation sexuée dans les grands domaines de formation ou d'apprentissage persiste quels que soient les pays ou les régions et est renforcée par des normes culturelles et des stéréotypes concernant les secteurs censés être davantage «féminins» ou «masculins». Les études montrent qu'à mesure que les pays s'enrichissent, les inégalités entre hommes et femmes ont tendance à passer de la scolarisation proprement dite à une ségrégation en fonction des domaines ou des disciplines. L'ingénierie, la construction, la recherche technologique et industrielle restent par exemple l'apanage des hommes, tandis que les femmes sont massivement présentes dans les filières de l'éducation et de la santé – à 84 et 82 %, respectivement¹⁴.

24. Entre 1980 et 2008, le pourcentage de main-d'œuvre féminine est passé de 50,2 à 51,7 %, confirmant la tendance à une participation croissante des femmes au marché du travail, en dépit d'importantes différences au niveau régional¹⁵. Dans la plupart des pays, toutefois, l'emploi des femmes reste concentré dans quelques secteurs et les emplois que les femmes obtiennent sont souvent inférieurs à leur niveau d'éducation ou de formation. Cette reconnaissance insuffisante sur le marché de l'emploi des niveaux de qualification montre que promouvoir l'éducation est une condition nécessaire mais non suffisante pour parvenir au plein emploi et à un travail décent pour les femmes.

25. On observe également des différences frappantes dans le secteur des entreprises: la participation des femmes est particulièrement forte dans le secteur des micro et petites

¹² Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2011). Objectifs du Millénaire pour le développement – Rapport de 2011.

¹³ Banque mondiale (2008). *Girls' Education in the 21st Century Gender, Equality, Empowerment, and Economic Growth*. Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, Washington.

¹⁴ Banque mondiale (2012). *World Development Report on Gender Equality and Development*. Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, Washington.

¹⁵ OIT (2011). *Op. cit.*

entreprises, dans les activités d'économie de subsistance et dans les activités à faible rentabilité. Les femmes sont généralement présentes sur le marché informel et dans des secteurs qui n'exigent pas de compétences particulières (par exemple, petite agriculture, petit commerce, commerce de rue, soins de beauté)¹⁶. Les niveaux de productivité et les revenus sont en moyenne plus faibles dans le cas des entreprises dirigées par des femmes. Un accès limité aux ressources, aux services financiers, aux technologies de l'information et de la communication, outre les limites inhérentes aux secteurs considérés, l'absence de formation appropriée et les contraintes de temps sont autant de facteurs qui influent sur l'activité des femmes et les empêchent de pouvoir exploiter d'éventuels débouchés commerciaux extérieurs¹⁷.

26. *Questions*: Quels instruments se sont révélés efficaces pour réduire les écarts de salaire entre hommes et femmes? Si les progrès concernant l'éducation des femmes ne se traduisent pas par une amélioration de la participation au marché du travail, dans quelle mesure faut-il investir dans cette éducation? Est-il réaliste à l'heure actuelle d'avoir pour objectif le plein emploi et un travail décent pour les femmes? Quelle est l'efficacité des mesures prévoyant des incitations économiques pour que les parents scolarisent les filles?

¹⁶ CNUCED (2011). *Rapport 2011 sur l'économie de l'information*. Publication des Nations Unies. UNCTAD/IER/2011. New York et Genève.

¹⁷ Ibid.